

ARRETE PREFECTORAL
Portant prescription du plan de prévention des risques technologiques pour
l'établissement STORENGY à Etrez

LE PRÉFET DE L'AIN

- VU** l'article L264-2 du code minier
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L-515.15 à L-515.25, R-511-9 et son annexe, R511-10 et R- 515.39 à R-515.50
- VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L-300.2 ;
- VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;
- VU** l'article 247 de la loi Grenelle du 12 juillet 2010 portant création des commissions de suivi de site
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** le décret du 12 mars 1979 autorisant la société GDF à exploiter un stockage souterrain de gaz combustible dans la région d'Etrez
- VU** le décret du 30 décembre 2009 prolongeant la concession de stockage souterrain de gaz naturel en cavités salines dite « d'Etrez » (Ain), accordée à la société GDF Suez
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 mars 2011 autorisant la société Storengy à Etrez à exploiter des installations classées pour l'exploitation du stockage souterrain de gaz sur le territoire de la commune d'Etrez ;
- VU** les arrêtés préfectoraux de mise en service des puits EZ01 à EZ16 ;
- VU** le rapport du service de la DREAL en date du 18 octobre 2011 établi en application de la circulaire du 10 mai 2010 proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le PPRT
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 portant création de la commission de suivi de site autour de l'établissement STORENGY à Etrez ;
- VU** la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relatif au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturel ;
- VU** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études des dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003
- VU** l'avis tacite des communes d'Etrez et de Marboz, relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet
- VU** l'avis du conseil municipal de la commune de Cras sur Reyssouze en date du 21 décembre 201 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet

ATTENDU que tout ou partie des communes d'Etrez, marboz et Cras sur reyssouze sont susceptibles d'être soumis aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement Storengy classé AS au sens de l'annexe à l'article R511-9 du code de l'environnement partie réglementaire, générant des risques de type thermique et de surpression et n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national

ATTENDU le recouvrement des zones d'effets générées par l'établissement

CONSIDERANT que l'établissement Storengy est une installation relevant du code minier

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de l'établissement AS Storengy qui est implanté sur le territoire de la commune d'Etrez, et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux,

SUR PROPOSITION du directeur de Cabinet du préfet de l'Ain

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Périmètre d'étude.

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite sur le territoire des communes de ETREZ, MARBOZ et CRAS SUR REYSSOUZE.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe I du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte.

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des effets thermique et de surpression.

ARTICLE 3 : Services instructeurs

L'équipe-projet, composée de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Rhône-Alpes et de la Direction Départementale de des Territoires du département de l'Ain, élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1.

ARTICLE 4 : Modalités de concertation

1. Les principaux documents d'élaboration du projet de PPRT sont tenus à la disposition du public en mairies de ETREZ, MARBOZ et CRAS SUR REYSSOUZE. Les éléments essentiels du projet sont également accessibles sur le site internet des CLIC de la région Rhône Alpes (<http://www.clicrhonealpes.com/>).

Les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie de ETREZ, MARBOZ et CRAS SUR REYSSOUZE. Le public peut également exprimer ses observations par courrier adressé à la préfecture de l'Ain.

Une réunion publique d'information est organisée. Le cas échéant, d'autres réunions publiques d'information seront organisées.

2. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes et organismes associés (définis à l'article 5 du présent arrêté), et mis à disposition du public à la préfecture du département de l'Ain et aux mairies de ETREZ, MARBOZ et CRAS SUR REYSSOUZE.

ARTICLE 5 : Personnes et organismes associés

1. Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques :

- un représentant de la société STORENGY

Adresse du siège social : Europe Avenue – Immeuble DJINN -
12 rue Raoul Nordling -
CS 70001
92274 Bois-Colombes Cedex

Adresse de l'établissement : site de stockage d'Etrez
01340 Etrez.

- le maire de la commune de ETREZ ou son représentant ;
- le maire de la commune de MARBOZ ou son représentant ;
- le maire de la commune de CRAS SUR REYSSOUZE ou son représentant ;
- le président de la CSS ou son représentant ;
- un représentant de la préfecture de l'Ain
- le président du Conseil Général de l'Ain ou son représentant ;
- le président du Conseil Régional ou son représentant ;
- le chef du du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civiles (SID-PC) de la préfecture de l'Ain ou son représentant ;
- le chef du du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant, en tant que de besoin ;
- un représentant de la société GRT Gaz

Adresse du siège social : Immeuble Bora
6 rue Raoul Nordling
92277 Bois-Colombes Cedex

2. Une réunion d'association, à laquelle participent les personnes et organismes visés au 1 de l'article 5 du présent arrêté, est organisée dès le lancement de la procédure. Le cas échéant, d'autres réunions peuvent être organisées soit à l'initiative de l'équipe-projet, soit à la demande des personnes et organismes associés.

Les réunions d'association, convoquées au moins 15 jours avant la date prévue :

- présentent les études techniques du PPRT ;
- présentent et recueillent les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique ;
- déterminent les principes sur lesquels se fondent l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement ;

Les rapports des réunions d'association sont adressés sous un mois pour observation, aux personnes et organismes visés au 1 du présent article. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Le projet de plan, avant enquête publique, ainsi que le bilan de la concertation sont soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

ARTICLE 6 : Mesures de publicité.

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associées définies dans l'article 5.

Il doit être affiché pendant un mois dans les mairies des communes de ETREZ, MARBOZ et CRAS SUR REYSSOUZE.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet dans les journaux « Le Progrès » et « La Voix de l'Ain »

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 7 :

Le directeur de Cabinet du préfet de l'Ain, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Rhône-Alpes et le Directeur Départemental des Territoires du département de l'Ain sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 20 février 2012

LE PRÉFET,
pour le préfet,
le directeur de Cabinet,



Emmanuel DUPUIS



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PPRT de ETREZ (STORENGY) Périmètre d'étude



Sources:

Rédaction/Édition: CM&JS - 14/10/2011 - MAPINFO® V 8.5 - SIGALEA® V 3.2.014 - ©INERIS 2010

SIGALEA